

LETTRE OUVERTE - Monsieur Ayrault, la transition énergétique doit aller au-delà des discours !

jeudi 14 février 2013

Dénonçant un double discours du gouvernement, plusieurs ONG de protection de l'environnement interpellent Jean-Marc Ayrault, lui demandant de clarifier sa politique dans le cadre du débat national sur la transition énergétique.

Lettre ouverte au Premier Ministre Jean-Marc Ayrault, signée par les représentant des ONG et associations :

Christophe Aubel (Humanité et biodiversité), Marie Atinault (Effet de Serre toi-même !), Geneviève Azam (Attac), Anne Barre (WECF), Jacques Beall (Surfrider), Madeleine Charru (CLER), Hélène Connor (HELIO International), Bruno Genty (France Nature Environnement), Jean-François Julliard (Greenpeace), Martine Laplante (Les Amis de la Terre), Franck Laval (Ecologie sans frontière), Stephen Kerckhove (Agir Pour l'environnement), François Mativet (Réseau Sortir du Nucléaire), Cécile Ostria (Fondation Nicolas Hulot), Pierre Perbos (Réseau Action Climat).

« Monsieur le Premier Ministre,

Le Président de la République a présenté à maintes reprises la transition énergétique comme une priorité de la nouvelle mandature. Le 14 septembre, à l'ouverture de la conférence environnementale, il déclarait ainsi :

« La France, et j'en prends ici l'engagement, se mobilisera dans la transition énergétique. Voilà le cap, la transition. Cette stratégie, elle est fondée sur deux principes : l'efficacité énergétique d'une part, et la priorité donnée aux énergies renouvelables d'autre part. »

Cette voie de la transition énergétique est défendue depuis toujours par nos associations. Cependant, votre gouvernement a pris depuis un certain nombre de décisions qui vont en sens inverse et creusent l'écart entre l'ambition affichée et la réalité.

Pour ne citer que quelques exemples :

- Le Président de la République s'est engagé à réduire de 75% à 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici à 2025. Vous avez vous-même exprimé la nécessité de rompre avec le tout nucléaire, le jugeant « antinomique avec cette société de la sobriété que nous voulons promouvoir ».

Dès lors, comment justifier que la première action de la Banque publique d'investissement, soutenue à hauteur de 50 millions d'euros par l'Etat, consiste à soutenir la filière du nucléaire ? La BPI n'a-t-elle pas été désignée par le Président de la République comme « la Banque de la transition écologique » ?

Par ailleurs, si la France souhaite réduire la part du nucléaire, pourquoi continue-t-elle à l'étranger de promouvoir cette filière comme « une filière d'avenir », par la voix du Président de la République, de la ministre au Commerce extérieur et du ministre du Redressement productif ? La volonté de l'Etat d'engager la transition énergétique s'arrête-t-elle aux frontières du pays ?

- Alors que la transition énergétique suppose de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles, votre ministre du Redressement productif a dernièrement laissé entendre que la France allait se lancer dans l'exploitation du gaz de houille en Lorraine. La recherche d'un nouvel eldorado fossile n'est-elle pas incompatible avec la nécessité d'engager la transition énergétique ? Nos associations

vous rappellent que l'Agence internationale de l'énergie préconise de laisser près d'un tiers des réserves prouvées de fossiles dans le sol d'ici à 2050 afin de limiter le réchauffement de la planète en deçà du seuil dangereux de 2°C. Il n'est nullement question ici de technique de fracturation hydraulique mais de l'enjeu global de lutte contre le dérèglement climatique qui nous interdit d'exploiter les énergies fossiles non conventionnelles.

- Alors que le secteur des transports dépend pour près de 100% du pétrole et alourdit d'année en année notre facture énergétique, plusieurs décisions sont intervenues pour privilégier le transport routier et aérien au détriment des autres modes de transports moins polluants.

Devons-nous en déduire que les transports sont exclus du périmètre de la transition énergétique ?

Monsieur le Premier ministre, vous l'aurez noté, le message que nous vous adressons aujourd'hui est ponctué d'interrogations légitimes face à une politique qui a largement dévié du cap annoncé lors de la conférence environnementale. Nous attendons dès lors que vous clarifiez au plus vite la politique de votre gouvernement en matière de transition énergétique et nous souhaiterions, à ce sujet, être reçus par vous dans les plus brefs délais.

Un cap a été fixé, encore faut-il s'y tenir...

Nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, en l'assurance de notre plus haute considération. »

Lettre ouverte publiée à l'adresse www.rac-f.org/LETTRE-OUVERTE-Monsieur-Ayrault-la